

ELECTIONS

Au pays des mecs



Malgré des progrès depuis le 19e siècle, la politique reste un domaine particulièrement masculin
(Image: www.bouletfermat.com)

A l'heure où le gouvernement de la très catholique Espagne est totalement paritaire, le Luxembourg est à la traîne au niveau d'une égale participation politique des sexes.

"Nous nions qu'il existe une question féminine spécifique, nous nions qu'il existe un problème spécifique des travailleuses. L'émancipation de la femme, comme celle de tout le genre humain, ne deviendra réalité que le jour où le travail s'émancipera du capital." Cette déclaration de Clara Zetkin lors du congrès fondateur de la Deuxième Internationale en 1889, a fait figure, pendant plusieurs décennies, de credo dominant au sein de la classe ouvrière organisée. Dans sa dernière étude, le Conseil national des femmes du Luxembourg (CNFL) ne revendique pas la destruction des institutions bourgeoises.

Portant sur la participation politique des femmes aux élections de 2004, les quelques 90 pages ne dressent pas un constat très enjoliveur du Luxembourg en matière d'égale représentation des sexes. Même si les femmes jouissent du droit de vote depuis l'abdication de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde en 1919, il semble que sous le règne d'Henri, le vote passif ne joue toujours pas en leur faveur. En trois scrutins, de 1994 à 2004, le nombre d'élues à la Chambre des Députés stagne en effet à 20 pour cent. La légère augmentation du nombre de candidates de 1,7 pour cent par rapport à 1999 - de 29,4 à 31,7 pour cent -, ne console qu'à moitié, étant donné qu'elle n'a pas eu d'incidence sur les résultats. Le constat au niveau communal frôle quant à lui le ridicule: les assemblées locales ne sont peuplées qu'à 15 pour cent par des femmes. Pire, les conseils communaux de 24 communes sont exclusivement masculins. Seule la délégation au parlement européen fait bonne figure avec 3 femmes sur 6 eurodéputé-e-s, bien qu'une seule d'entre elles - Lydie Polfer - ait été élue directement. Les autres ont profité de l'entrée au gouvernement de ceux qui les ont précédés.

Prônant un engagement associatif intensif, Claudia Dall'agnol, députée du LSAP et présidente des Femmes socialistes, estime que "si les femmes sont connues et intéressantes, elles sont automatiquement prises sur les listes."

L'expérience démontre toutefois que le volontarisme est payant: à l'occasion des dernières élections sociales, la ville d'Esch-sur-Alzette, en collaboration avec le bureau à l'égalité des chances et les syndicats, avait lancé une campagne de sensibilisation appelant les électrices à élire des femmes. "Désormais, la délégation du personnel ouvrier compte 3 femmes alors que, jusqu'à présent, elle n'était composée que par des hommes", confie au woxx Vera Spautz, échevine en charge de la promotion féminine.

Communes: la chasse-gardée des hommes

Les prochaines échéances pour de telles initiatives pourraient être les élections communales de cet automne. Si le président du Syvicol, Jean-Pierre Klein, se félicite d'une "collaboration efficace" avec le CNFL, il avoue que le syndicat des communes n'a pour l'instant pas de "projet direct" afin d'améliorer la présence des femmes en tant que candidates et élues. "Nous avons organisé des cours d'information à l'adresse des femmes, mais ça n'a finalement rien donné, faute de combattantes", explique-t-il avant de souligner que "ce n'est pas la faute aux hommes si les femmes sont sous-représentées. Elles aussi doivent s'engager."

Comme le relève l'étude dans sa conclusion, les deux partis gouvernementaux lient systématiquement les questions touchant aux femmes à la politique familiale, notamment par le truchement du concept de "conciliation travail/famille". Tout comme

la famille reste, d'après le programme du CSV, "le socle fondamental de toute forme de vie commune", la place des femmes n'est que difficilement envisagée en-dehors du noyau familial. Cette manière de voir n'influe pas uniquement sur les consciences masculines. Comme le note Renée Wagener, l'auteure de l'étude, "il faut renforcer la conscience féministe des jeunes femmes, à travers, par exemple, l'éducation politique à l'école."

Cette perte de conscience politique se réfléchirait par ailleurs par un refus parfois virulent des systèmes de quotas par certaines femmes qui craignent de faire figure d'alibi.

Quotas ou alibis?

Les quotas ne feraient-ils donc que hisser des "pots de fleurs" à certaines responsabilités politiques? Les résultats des politiques volontaristes menées par certains pays indiquent que ces méthodes ont plutôt tendance à débloquent des situations de sous-représentation. Mais il n'est pas nécessaire d'aller jusqu'en Suède, l'eldorado de la parité, pour s'en convaincre. En 2002, nos voisins-e-s belges ont adapté leur Constitution sur deux points: le principe de l'égalité entre femmes et hommes et l'obligation faite au législateur d'assurer la mixité dans les organes de pouvoir. Si la Belgique s'est contentée d'introduire un quota féminin d'un tiers sur ses listes, elle a vu croître la proportion des femmes à son parlement fédéral de 19,3 à 34,6 pour cent à la suite des législatives de 2003.

Au Luxembourg, les particularités du système électoral ne permettent que difficilement une telle évolution. Fortement personnalisés et tablant sur la notoriété des candidat-e-s, le scrutin à vote préférentiel constitue un obstacle majeur à tout pilotage paritaire. Comme le reconnaît Marie-Josée Jacobs, Ministre à l'égalité des chances, "ceux qui sont au pouvoir profitent du panachage, je doute donc qu'il puisse être remis en cause". D'ailleurs, seuls Déi Gréng et Déi Lénk se déclarent favorables à une modification du mode de scrutin en faveur d'un meilleur équilibre. Tous les autres partis y sont hostiles, à l'exception du CSV qui préfère ne pas se prononcer. Marie-Josée Jacobs pour sa part, peut très bien envisager une telle éventualité. "Je me suis déjà engagée pour introduire des quotas au sein de mon parti", déclare-t-elle.

Lorsque le CNFL plaide en faveur d'une "culture de la parité", il souligne que toute modification juridique est vaine sans réel changement de mentalité. "La mentalité" est en effet le problème majeur, selon Jean-Pierre Klein, qui empêche certains édiles communaux à instaurer des commissions à l'égalité des chances.

Mais les réflexes ne vont toujours pas de soi: à la question de savoir pourquoi le Syvicol n'a pas de commission consultative à ce sujet - au même titre que d'autres thèmes - le bourgmestre de Steinsel répond, "nous n'y avons pas pensé, mais c'est une très bonne idée!"

David Wagner

Wer will den Oskar?

"Wir sind dabei, sehr intensiv an einem Zusammenschluss der Sozialdemokraten in der Großregion Saarlorlux zu arbeiten", so der LSAP-Abgeordnete Alex Bodry am Montag in einem RTL-Interview. Diese grenzübergreifende Sozikkraft muss nun wohl ohne einen prominenten Vertreter der Region auskommen. Oskar Lafontaine ist nicht mehr Mitglied der SPD und sucht ein neues Zuhause. Ein schwieriges Unterfangen, denn bislang hält sich die Begeisterung etwaiger linker Genossen in Grenzen. Ein neues Linksbündnis halten PDS-Spitzenpolitiker wie Gregor Gysi oder Lothar Bisky für unrealistisch. Somit könnte sich der Populär-Rote aus dem Saarland mit seinem Parteiaustritt endgültig in die Pension befördert haben.

Auf EU-Ebene dürfte sich die Frage nach möglichen Zusammenschlüssen indessen noch anders stellen: Wollte doch der Sozialdemokrat Gerhard Schröder seinen französischen Freunden der "droite" zu Hilfe eilen, um in letzter Sekunde beim Referendum das "non" zu verhindern. Als Stimmenfänger hat der Kanzler vor dem Absprung nun an Überzeugungskraft verloren. Ob dann wohl gleich die Kanzlerin in spe, Angela Merkel, ihrem Kollegen Chirac unter die Arme greifen wird?

Le monde selon Goebbels

"On ne parle que du chômage, alors que plus de 6 millions d'emplois ont été créés dans l'Union européenne entre 1999 et 2003", s'énerve l'eurodéputé socialiste Robert Goebbels à l'occasion de la présentation de son rapport sur les grandes orientations des politiques économiques. L'ancien ministre est connu pour ne pas faire dans la dentelle. Qu'il s'agisse de la débâcle électorale de la coalition rouge-verte en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, du scepticisme face aux biotechnologies ou de la possible victoire du non lors du référendum français sur le Traité constitutionnel, son credo reste inchangé: les gens ne comprennent pas. Mais ils ne sont pas seuls. Alors que l'ensemble des partisans du oui, le LSAP en tête, s'échinent à faire valoir les avancées démocratiques que le texte en question pourrait apporter, Robert Goebbels se félicite que celui-ci n'octroie pas au parlement européen un droit d'initiative trop large, en expliquant "qu'autrement, l'Europe serait soumise aux lobbyistes de tous genres et aux pressions des Etats membres".

Nächste Woche:

Was ist heute ein Kibbuz?

Eine sozialistische Insel im kapitalistischen Ozean, meint einer, der nahezu sein ganzes Leben im Kibbuz verbracht hat. Mehr über Pioniere wie Yaakov Jogev in unserer Israel-Reportage.

Recycling

Das mobile Büro ist auch in der woxx kein Fremdwort. Eine unserer MitarbeiterInnen hat in Zeit von wenigen Monaten schon Bekanntschaft mit drei woxx-Computern und ebenso vielen Pulten gemacht. Derweil aber in der woxx die Leidensbereitschaft in puncto Unordnung üblicherweise recht hohe Werte erreicht, schreckt die genannte Mitarbeiterin nicht davor zurück, bei ihren Umzügen auch jeweils den neuen Arbeitsplatz und seinen Einzugsbereich einer gründlichen Räumaktion zu unterwerfen. Die Durchsicht eines mit Papieren angereicherten Tisches im Büro der Kulturredaktion förderte so Korrekturfahnen zu Tage, die von drei aufeinanderfolgenden RedakteurInnen zurückgelassen worden waren. Beherzt griff die neue Schreibtischinhaberin zu und beförderte die staubigen Papiermappen mitsamt Inhalt in den blauen Ordner. Doch siehe da: Am anderen Tag gab es Schelte von einem Kollegen: Der hatte die angeblich wertvollen, da laut ihm durchaus noch benutzbaren Mappen wieder aus der blauen Tonne herausgefischt. Seither hat sich das interne Motto "Wien näischt mécht, deen näischt brécht" endgültig durchgesetzt.